

MANIFESTE POUR 2017 : DIAGNOSTIC ET PISTES POUR UN NOUVEAU PACTE SOCIAL

Au-delà des jeux pré-électoraux, **les Français expriment le besoin de restaurer le pacte social** ; alors que la mondialisation réalisée, est source de dangers : économiques, migratoires et culturels. Ils ne croient plus les politiques capables d'expliquer globalement la situation, de restaurer un espoir économique et social et de protéger la Nation.

Bâtir un projet de société, concret pour être crédible, et équilibré et juste pour être accepté par une large majorité de la population, nécessite de faire partager un **diagnostic**, puis les **principes compréhensibles** qui peuvent encore fonder notre société française, et sa relation à l'Europe et au monde.

Au-delà de la dégradation économique et du tissu social, ce diagnostic pose celui de la faiblesse anthropologique de notre pacte social, qu'il propose de refonder sur 3 ruptures principales :

- **Reconnaître un « intérêt global de la société »** comme supérieur à celui des individus et donc supérieur à la somme des intérêts particuliers, génératrice de conflit et négation de toute autorité politique nationale.
- **Reconnaître le Réel concret** comme supérieur à toute idéologie.
- **Réformer de façon fondamentale et juste**, et non à la marge, en expliquant la nécessité et l'équilibre des mesures.

Un projet de société pourrait restaurer la confiance dans l'avenir et refonder la Nation et l'Etat qui la protège, en encadrant la liberté et la solidarité, par une responsabilité vis-à-vis de la nécessité transmettre un modèle de société et un univers durables aux générations futures.

- **Une annexe** pourrait montrer que les références spirituelles et philosophiques de cette réflexion - qui ne nie pas son éclairage chrétien - sont acceptables par une très large majorité (en dehors des extrêmes)

Un débat public autour de grands blogs (Atlantico et Marianne ?) - nourri par des travaux déjà réalisés par des équipes diverses et la déclinaison de certains thèmes par des dirigeants publics, privés et des secteurs associatif ou para-public - pourra conduire les **candidats à la présidentielle puis aux législatives, à se positionner sur ces thèmes.**

Pourquoi la France est en danger

La position de la France en Europe et dans le monde s'est fortement dégradée. En voie d'appauvrissement, le pays s'est enfoncé dans l'impasse des déficits du budget et du commerce extérieur, qui ne pourront se rééquilibrer que par des réformes fondamentales d'efficacité des politiques publiques et de compétitivité globale. Le délitement possible de l'Union Européenne ouvrirait des brèches à tous les types de prédateurs politiques, économiques et financiers.

La France frappée sur son sol, assiste apeurée et divisée aux secousses du monde, au chômage de masse, à la dérive de l'éducation et à la désintégration de l'esprit civique et du principe d'autorité. Les fondements de l'État et de la Nation deviennent irréels, alors que **les intérêts particuliers s'affirment** - privilèges ou dictatures idéologiques sur le réel - avec la complicité du monde médiatique. Le rejet massif de la politique par les citoyens affaiblit la démocratie, alors que l'intérêt général est bâti sur le jeu des intérêts particuliers sous le prétexte d'une sacralisation de l'individualisme voulant jouir sans entrave de l'être et de l'avoir. **Le pays devient ainsi irréformable, préparant une crise grave.**

L'apparence d'un État « fort et principe de tout », masque son impuissance, notamment à protéger la Nation en déclin. Le socle des « valeurs de la République » n'est plus reconnu : 75% des sondés par l'Ifop pour Atlantico en septembre 2016, jugent que l'emploi des mots « République ou valeurs républicaines » ne les touche plus, ces termes ayant été trop utilisés. Ces 10 points de plus qu'en mai 2015 montrent le vide que couvre « l'idée » que serait la France. Le Président n'incarne plus l'autorité et la continuité de l'État. Suivant les soubresauts émotifs d'une actualité dérisoire ou tragique, il compose entre les intérêts particuliers et les idéologies utopiques qui nient le réel. Les candidats à diriger la République, ne cherchent pas suffisamment à expliquer, tracer l'avenir, restaurer l'espoir et la concorde, mais leurs intrigues et postures visent souvent à se concilier coteries et intérêts divers.

Fonder le Pacte social sur la somme des intérêts individualistes dissout la notion d'un « intérêt de la société » supérieur à celui des individus. Ce qui dénie l'autorité de l'Etat et sa légitimité et donc génère la violence.

Que peut-on faire ?

L'élection de 2017 n'est pas seulement celle d'un homme. Sans élan pour restaurer l'union nationale sur des bases claires, elle ne pourra stopper cette dérive. Mais il est possible d'exprimer un fondement équilibré et réaliste au **bien commun**, que le Président s'engagerait à **bâti par une réforme fondamentale** et crédible, au-delà des idéologies et des intérêts particuliers. Des hommes et femmes décidés, compétents et libres, s'engageraient lors **des législatives sur un projet de société juste, qui restaure la confiance en la Nation et la concorde publique**, au-delà des égos et postures.

Faire partager les piliers de ce bien commun de la Nation - liberté, égalité et fraternité exercés de façon responsable vis-à-vis de ce bien commun – permettrait de fonder un projet d'avenir cohérent et crédible appuyé sur ce diagnostic partagé et sur des orientations justes et pragmatiques, au-dessus des intérêts particuliers, partisans ou confessionnels.

1. Refonder dans un esprit d'ouverture la Nation et l'Etat qui la protège

L'opposition artificielle entre les hérauts du nationalisme et ceux de l'ouverture est erronée et dangereuse. Une Nation ne saurait vivre enfermée ; mais sa nécessaire ouverture à l'autre et aux richesses de l'échange, doit s'appuyer sur une réelle volonté de vivre ensemble, et non s'organiser en communautés juxtaposées, pouvant devenir rivales. Les principes de **liberté, d'égalité** - pas d'égalitarisme et fondement d'une saine laïcité - et **de fraternité**, doivent être réaffirmés et appliqués d'une façon responsable vis-à-vis de cet intérêt supérieur de la Nation, sur tout le territoire sans exception ni réserve. **Un rapport laïc aux religions** demande aux croyants de respecter la liberté de conscience de tous, et à tous d'accepter l'apport des religions au débat public, s'engageant à **renforcer la concorde publique et la Nation**.

Il faut aussi refonder l'État qui n'est plus la force légitime et respectée qui garantit la sécurité et la justice, conditions du **pacte social**. **Ayant perdu son rôle d'autorité**, en reconnaissant l'intérêt général comme le produit des intérêts particuliers, il a perdu **son pouvoir de pilotage** par les transferts de compétences aux échelons local et supranational sans clarifier les responsabilités, et par la paralysie de sa gestion, souvent aggravée par un socialisme inefficace.

Une révolution s'impose aussi sur la manière de gouverner. Les principes de liberté d'initiative et de responsabilité doivent refonder les règles de gouvernement et la subsidiarité des responsabilités entre les acteurs publics : Europe, Etat, Collectivités, Para-public... Ils peuvent aussi fonder un management public efficace par délégation et responsabilité. La révision des principes d'action s'imposera en conséquence, comme une mission principale de ce Gouvernement :

- **Réexamen des conditions d'accès et des devoirs liés à la nationalité ;**
- **Recentrage de l'État sur ses missions premières** de conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme : la liberté, la propriété et la sécurité, et **renforcement de l'efficacité** de ses instruments ;
 - **Application inflexible du principe de responsabilité** : la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration et réexamen des règles de management public,
 - **Réorganisation drastique du millefeuille territorial,**
 - **Préparation réfléchie d'une refonte des règles publiques**, du management public - renforçant son efficacité - et du système électoral, favorisant l'ouverture et le renouveau des fonctions politiques, revalorisant le Parlement, limitant cumul des mandats dans l'espace et le temps, septennat non renouvelable et statut de l'élu.
- **Place et rôle de la France dans une construction européenne indispensable**, mais centrée sur son rôle principal de défense de l'Intérêt de ses Etats membres dans la mondialisation et maîtrisant une fuite en avant bureaucratique ;
- **Adhésion de la société au nouveau consensus social** articulant la liberté et la solidarité à la responsabilité.

2. Articuler liberté économique et fraternité sociale

La liberté fonde l'initiative économique et assure la prospérité et la paix. Mais le libéralisme livré à lui-même, va de crise en crise, sans capacité créatrice de long terme ni responsabilité globale vis-à-vis de la Nation et du monde, et suscite un rejet profond. Des lois sont nécessaires pour réguler le capitalisme, et lui faire intégrer les valeurs de fraternité, d'équité et de justice. Mais l'excès de lois opprime et **un droit illisible devient injuste**. Trop protéger détruit l'initiative et étouffe la nécessaire création de richesses et d'emplois.

Notre système de droit du travail, de normes, de protection sociale et de santé ne survivra qu'en étant profondément revu dans ses objectifs, son financement et ses acteurs. Pour assurer la concorde publique, la société doit aider ses citoyens quand il le faut dans le cadre d'une relation personnelle, plutôt qu'assister des individus de façon mécanique. Enfin, le **consentement à un juste impôt** - source de la démocratie et ferment de révolutions - est nécessaire. **L'ensemble**

des prélèvements obligatoires doit être ainsi réformé profondément pour reposer sur des règles claires, stables et équitables, afin que la contribution commune soit également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

3. Encadrer la liberté et la solidarité par une responsabilité sociale pour transmettre un modèle de société et un univers durables aux générations futures

Tout responsable politique doit avoir pour horizon la défense du bien commun de la Nation et l'intérêt des générations à venir. L'orientation de long terme doit être claire, dans cette responsabilité dans la mise les deux domaines de **l'éducation et de l'environnement** ; pour que la jeunesse anxieuse de vivre dans une société plus dure et moins heureuse que celle de ses parents, ne soit plus tentée par le repli ou l'exil.

La conscience d'une dégradation potentiellement mortelle de notre environnement est partagée. Chacun se sent responsable de cette évolution, contrairement aux craintes précédentes de destruction planétaire, d'origine divine dans les fantasmes millénaristes, ou humaine en cas d'escalade nucléaire. Mais les effets concrets de cette lucidité ne progressent guère. La protection de la nature (air, eaux, paysages, biodiversité, climat...), la fin prévisible des énergies fossiles qui dégradent l'environnement, la place du nucléaire, une vision lucide sur les énergies renouvelables, imposent des choix clairs, urgents, de long terme, et non des postures. Or une écologie politique dévoyée au service d'ambitions partisans et d'une idéologie totalisante, a trahi l'enjeu majeur de l'environnement.

Outre la nature, il faut protéger l'homme. Les conséquences du progrès technique, accélérées par les moyens colossaux de grandes firmes, peuvent entraîner sans contrôle une évolution post-humaniste inquiétante. Enfin, les exigences individualistes ne peuvent tout justifier : les enfants sont sujets et non objets de droit, et tout marché de droits à l'enfant, doit être combattu dans l'intérêt de la société et de ses citoyens de demain privés d'un père et d'une mère.

L'éducation doit former des citoyens capables d'être libres et égaux en droit, les distinctions sociales ne pouvant être fondées que sur l'utilité commune. Elle doit remplir son rôle premier d'instruction élémentaire et d'enseignement des fondements de la vie sociale et de l'histoire nationale. Un citoyen ignorant est mûr pour la servitude volontaire et la haine de la Nation. L'éducation doit ensuite permettre à chacun, suivant sa capacité, d'exercer le métier de son choix. L'égalitarisme de façade fondé sur une idéologie dépassée et arrogante, produit des inégalités nouvelles et tue l'espoir d'ascension sociale chez ceux qui en auraient les capacités, accélérant la concentration des pouvoirs chez ceux qui ont les moyens. Les besoins de la Nation doivent ordonner ceux de l'enfant, comme ceux des agents de l'enseignement.

* *
*